



APPEL

1er juin 2013

Journée Continentale pour le retrait de la MINUSTAH en Haïti

Il ya exactement neuf ans, le 1er Juin 2004, les troupes militaires de la MINUSTAH, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti, ont envahi le pays utilisant le prétexte de travailler au rétablissement de la "stabilité". Bien au contraire.

Au lieu d'améliorer la situation créée par le coup de 2004, la MINUSTAH a réussi à exercer des niveaux croissants de violence contre un peuple privé de tous ses droits, protégeant un système oppressif reposant sur des relations de travail semi-esclavagiste, un chômage atteignant 70% de la population économique active et des salaires inhumains.

Loin de promouvoir la paix, les troupes onusiennes commettent des actes de violations systématiques des droits humains essentiels de la population et ont importé le choléra, qui a déjà fait plus de 8000 cadavres et affecté plus de 600.000 personnes. Nous tenons à exprimer notre indignation face à l'attitude des Nations Unies sur ce dossier qui a préféré évoquer l'immunité de ses troupes afin de refuser toute indemnisation aux familles des victimes directes et toute réparation des immenses torts causés à notre pays.

Il est inconcevable, quelque soit le point de vue adopté, de continuer à soutenir que la MINUSTAH - militaires et policiers provenant essentiellement du Brésil, de l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, la Bolivie, le Paraguay, l'Équateur, le Guatemala, le Pérou, la Colombie, El Salvador - doit rester en Haïti.

En 2010, le Sénat haïtien a voté à l'unanimité le retrait des troupes de la MINUSTAH pour l'année 2012. Les ministres de Défense des pays de l'UNASUR ont noté la nécessité de réduire la présence de ses troupes et mettre en place un régime de retraite en Juin 2012, bien que cet engagement a été juste des mots. Les organisations haïtiennes ont réalisé d'innombrables manifestations massives contre la présence de la MINUSTAH incluant des funérailles symboliques célébrées à la Petite Rivière de l'Artibonite et à Port-au-Prince en octobre 2011. Des procédures judiciaires sont en cours contre les Nations Unies sur la question du choléra et un regroupement d'associations dénommé « *Kolektifòganizasyon pou dedomajeviktimkolerayo* » travaille sans relâche sur cette question.

La MINUSTAH a lamentablement échoué au vu des objectifs fixés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies ou plutôt le seul objectif accompli a été d'occuper militairement le pays au service d'intérêts qui ne sont pas ceux du peuple Haïtien. Sa présence répond à une politique qui prive le peuple haïtien de sa citoyenneté, ses services publics, ses terres, ses ressources naturelles. Il est également clair que la MINUSTAH n'a été maintenue que grâce au soutien militaire et diplomatique du Canada, des États-Unis et de la France, toujours au service de leurs entreprises transnationales et des accords de libre-échange et d'investissement qui les favorisent. En ce sens, le Sénat haïtien a également voté contre l'entrée de deux multinationales minières américaines et Canada qui aujourd'hui pillent de riches gisements d'or, de cuivre et d'argent en Haïti «le pays le plus pauvre», sous la protection de la MINUSTAH.

Haïti ne doit plus être le laboratoire de l'économie et de la «sécurité» néolibérales, cespolitiques qui, en plus de la dette, représentent une arme supplémentaire contre les peuples comme nous le vivons dans le continent Américain, dans tous les pays du Sud et maintenant en Europe.

Haïti n'a pas besoin de troupes militaires, ni de la MINUSTAH ni d'aucun autre pays.

Haïti a besoin de la reconnaissance de sa dignité, de son potentiel et de son droit à l'autodétermination, comme tous les peuples.

Haïti a besoin de se débarrasser des mains et des bottes qui le dominant. Haïti a besoin de médecins, d'agents sanitaires, d'éducateurs, d'ingénieurs, de techniciens, au service de la reconstruction que le peuple haïtien demande, ce peuple historiquement décimé, mais qui conserve la dignité d'être le premier pays libre et anti-esclavagiste des Amériques.

Pour tout cela, le 1er Juin 2013 Nous appelons à la mobilisation pour les revendications suivantes:

- Le retrait immédiat de la MINUSTAH et de toutes les troupes étrangères du territoire haïtien;
- La fin de l'occupation économique et du pillage, y compris la suppression des accords de libre-échange économique
- La reconnaissance des crimes commis par la MINUSTAH, notamment l'introduction du choléra, la punition des responsables et l'indemnisation des victimes;
- La restauration et la réparation de la dette historique, financière, sociale et écologique qui est due au peuple d'Haïti;
- Une politique de coopération internationale réelle qui respecte les droits, la souveraineté et l'autodétermination du peuple haïtien.

Premiers organisateurs/organisatrices

Régional:

CLOC/Vía Campesina
Jubileo Sur/Américas
Servicio Paz y Justicia en América Latina
Campaña contra las Bases Militares Extranjeras en América Latina
Grito Continental de los Excluidos/as
Convergencia de Movimientos de los Pueblos de las Américas-COMPA
Secretariado Internacional Cristiano de Solidaridad con los Pueblos de América Latina-SICSAL
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo-PIDHDD
Sociedad Latinoamericana de Economía Política y Pensamiento Crítico-SEPLA
Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe-ATALC
Alianza Social Continental-ASC
Movimiento Mundial de Poesía-MMP
CADTM-AYNA
SOAWatch

HAÏTI: PAPDA, Batay Ouvriye, Tet Kole Ti peyizan Ayisyen-TK, Défenseurs des Opprimés-DOP, Confederation des Syndicats des secteurs privés et public-CTSP, Mouvman Peyizan Papay-MPP, Wooldy Edson Loudor, MPNKP, Jean Claude Chérubin-KSIL, Renel Sanon-FRAKKA, Nicolas Pradhally, TK region Artibonite, Platfòm rezistans Peyizan Latibonit-PREPLA, SICSAL-Haïti

ARGENTINA: Comité de Solidaridad por el Retiro de las Tropas Argentinas de Haïti, Central de Trabajadores de la Argentina-CTA, Diálogo 2000-Jubileo Sur Argentina, Adolfo Pérez Esquivel-Premio Nobel de la Paz, Nora Cortiñas-Madre de Plaza de Mayo Línea Fundadora, Mirta Baravalle-Madre de Plaza de Mayo Línea Fundadora, Servicio Paz y Justicia-SERPAJ, Comité Oscar Romero Buenos Aires-SICSAL Argentina, Asociación Cultural José Martí, Museo Ernesto Che Guevara, Movimiento Argentina Rebelde, Fundación de Investigaciones Sociales y Políticas-FISyP, ATTAC-Argentina, Acción por la Biodiversidad, Resumen Latinoamericano, Amalia Molinari

BRASIL: Comitê "Defender o Haiti é defender a nós mesmos", Rede Jubileu Sul Brasil, PACS, Coordenação Nacional da INTERSINDICAL, Movimento Nacional Quilombo Raça e Classe, CSP-

Conlutas, Partido Comunista Brasileiro-PCB, Fórum Mudanças Climática e Justiça Social, Central Única dos Trabalhadores do Brasil-CUT, Pastoral Operária Metropolitana SP

COLOMBIA: ILSA-Instituto Latinoamericano por una Sociedad y un Derecho Alternativos, Serpaj-Colombia

CUBA: Rev. Luis Carlos Marrero Chasbar-Grupo de Reflexión y Solidaridad Oscar A. Romero, Revda. Daylins Rufin Pardo-Centro de Estudios del Consejo de Iglesias de Cuba

CHILE: Comisión Ética contra la Tortura, Observatorio por el cierre de la Escuela de las Américas, Comité Oscar Romero-SICSAAL Chile, Colectivo Viento Sur

ECUADOR: Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." CSMM, Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo, PIDHDD-capítulo Ecuador

EL SALVADOR: Instituto de la Mujer-IMU, Unidad Ecológica Salvadoreña-UNES, Red Sinti Techan

ESPAÑA: Comité Oscar Romero Madrid, Comité Oscar Romero Vigo

FRANCIA: Elvire Eugene-Director Ejecutivo AFASDA, Collectif Haiti de France/Colectivo haitiano en Francia, France-América Latina-FAL

HONDURAS: Convergencia Refundacional, La Casa de los Pueblos

MEXICO: Otros Mundos AC/Chiapas, Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio-RMALC, Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblo-AMAP- Bia'lii, Asesoría e Investigación A.C-México

NICARAGUA: Movimiento Social Nicaragüense "Otro Mundo es Posible", Intipachamama, Equipo de Servicios de las CEBs, Cristianos Nicaragüenses por los Pobres

PANAMA: Colectivo Voces Ecológicas-COVEC

PERU: Comité Oscar Romero-Amazonía peruana

PUERTO RICO: Comité Pro Niñez Dominico-Haitiana, MUSAS Mujeres Solidarias y Anticolonialistas

URUGUAY: Coordinadora por el Retiro de las Tropas de Haití, Plataforma Descam

VENEZUELA: Comisión de Movimientos Sociales y Poder Popular PSUV Caracas, CTC/COMPA Venezuela

League of Revolutionaries for a New America-LRNA, Revolutionary Poets Brigade-RPB

INDIVIDUALES: José Luis Soto-Espacio de Comunicación Insular, Esther Alvarez-CENCA Gustavo Patiño Alvarez, Manuel Vargas Chavarria, Iolanda Toshie Ide, Leticia Rentería, Tania Jamardo Faillace, Margarita Merklen, Rachel Fernández-Trujillo P, María Cristina Güena, Amaylin Riveros

20-05-13

Plus d'informations et accessions à : jubileosur@gmail.com